

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Pour étrangler le peuple grec, Ils se sont tout permis !**

- Economie -

Date de mise en ligne : jeudi 29 novembre 2012

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Après avoir infligé 11 plans d'austérité, une véritable destruction sociale, au peuple grec, après l'avoir forcé à brader ses entreprises publiques, ruiné sa production, aggravé sa dette odieuse, liquidé ses droits sociaux, à l'éducation, à la santé, salaires et retraites, la troïka UE/BCE/FMI a joué, mardi 27 novembre 2012, à relâcher la pression. C'est un peu comme un chat jouant avec la souris qu'il a capturé et qui est à sa merci. C'est un peu comme les barbares des temps lointains, envahissant un pays, brûlant les maisons, violant les femmes, détruisant les trésors puis rendant des terres aux vaincus... pour qu'ils produisent à nouveau de quoi alimenter les occupants.**

La politique d'austérité infligée par l'UE depuis 2009 sous prétexte de « rembourser » la dette, a provoqué une telle récession qu'elle a porté la dette grecque de 100 % du PIB à 170 % du PIB ! Cette dette odieuse fut créée par l'oligarchie grecque

- ▶ qui avait soutenu la dictature des Colonels de 1967 à 1974,
- ▶ qui avait acheté un énorme et vain armement à Thyssen Krupp,
- ▶ qui avait dispensé armateurs et popes de payer des impôts,
- ▶ qui avait ruiné le pays avec les Jeux Olympiques de 2004,
- ▶ qui avait confié à Goldman Sachs le soin de truquer les comptes. Cette dette odieuse, chacun savait qu'elle ne serait et ne devait jamais être payée !

Pourtant les banques européennes et mondiales s'en sont servi à mort, prenant dessus des taux d'intérêts exorbitants. Et la BCE, le FMI, l'UE Merkel se sont comportés comme des rapaces, exigeant non pas de l'oligarchie mais du peuple qu'il soit saigné pour le compte de ces banques privées usuraires.

Ceux de la troïka qui ont infligé des mesures cruelles, cette immense souffrance au peuple grec pour le compte des banques privées devraient être arrêtés et jugés devant un tribunal pénal international pour crimes économiques. Quand on sait que la BCE a prêté 1 000 milliards aux banques européennes privées en 2012 au taux de 1 %, et qu'elle a laissé ces mêmes banques imposer des taux de 7, 8 ou 12 % à la Grèce, le crime est signé ! Tout cela au nom d'une étrange et rituelle orthodoxie monétaire, d'une stupide « règle d'or » dont les seuls bénéficiaires sont les spéculateurs, les usuriers, les banques privées qui exercent ainsi une dictature contre les Etats, les républiques et les citoyens.

**Ce mardi 27 novembre, la troïka a encore discuté 14 h de la façon dont elle pouvait tirer le maximum de marrons du feu qu'elle alimente en Grèce.**

**Elle a débloqué 44 milliards d'aide qui n'avaient pas été donnés depuis l'été. Car il faut savoir que toutes les « annonces d'aides à la Grèce » dont les journaux européens sont quotidiennement remplis ne sont que du « pipo ». Ce serait une grave erreur de croire que l'UE « aide » la Grèce. La Grèce ne reçoit rien. Pas un euro. C'est aux banques privées créditrices de la Grèce que ces fameuses « tranches d'aide » sont données ! Et du point de vue « communication », elles sont données plusieurs fois, d'abord dans votre poste de radio, ou votre journal quotidien et bien plus tard, sur les comptes des banques prêteuses à taux usuraire.**

**Ainsi, les 17 pays de l'euro et le FMI de Christine Lagarde, ont fini cette nuit du 27 novembre par autoriser le déboursement à partir du 13 décembre de trois tranches de crédits suspendues depuis l'été et qui permettent au trésor grec d'éviter la banqueroute. L'enveloppe d'aide en retard atteint 44 milliards, dont 10 milliards que le conseil du FMI devra lui-même débloquer à son tour. Soyez surs qu'on vous en fera encore plusieurs fois l'annonce ! Hors de la vue du peuple, Lagarde et Draghi ont allégé cette dette artificielle infligée à la Grèce et alors que tout le monde sait depuis le début, qu'elle ne pourra jamais la payer. La dette devra être ramenée à 124 % du PIB en 2020 (au lieu de 100 % en 2009). Élément nouveau : ils promettent de la réduire « à moins de 100 % », en 2022 (donc de la**

ramener au taux de... 2009). C'est un scénario de facto de remise de dette. Comme l'écrit Le Figaro « **Ils ont aussi balisé sur 10 ans le retour du pays vers davantage de stabilité financière** ». Ils ont même réduit de 1 point le taux d'intérêt demandé à la Grèce par les créanciers publics. Ils rallongent les échéances de ces prêts de 15 à 30 ans, c'est-à-dire au-delà de 2040. Ils reportent de dix ans le paiement des intérêts au fonds de sauvetage FESF. Dès 2013, la BCE et les banques centrales nationales rétrocéderont 11 milliards de profits (!) réalisés sur les obligations grecques. L'euro-groupe autorise enfin Athènes à racheter ses propres titres, avec une décote probable de plus de 60 %. Tout cela sachant que la Grèce doit encore théoriquement 240 milliards dont 80 milliards au privé et le reste au public, FESF et BCE.

Pourquoi maintenant et pourquoi si tard ? Parce que la Grèce est exsangue. Il n'y a plus grand-chose à en tirer. Le FMI considère que « les Grecs sont arrivés au bout des efforts qu'ils sont capable de faire ». Impossible de les piller davantage. Et la peur que le sort infligé aux Grecs a produit en Europe, a joué tous ses effets, en Italie, en Espagne, au Portugal qui se sacrifient à leur tour cruellement pour des taux de 6 à 7 %... Le FMI poussait même à un abandon immédiat de créances publiques (pas privées). Les trésors européens et le ministre allemand Wolfgang Schäuble s'y opposaient férocement puis ont cédé dans la nuit. Pour Jean-Claude Juncker, le Fonds est désormais « complètement revenu à bord ». Mario Draghi a annoncé « un retour de la confiance envers la Grèce et l'Europe ». Selon Christine Lagarde : « la Grèce est à nouveau sur la voie d'une dette viable ». « L'accord de cette nuit met fin à une trop longue incertitude », lâche le commissaire à l'euro Olli Rehn avant d'avouer clairement : « **la Grèce avait fini par s'imposer comme un test de crédibilité et d'aptitude à prendre des décisions** ».

**Cette dernière phrase est la plus limpide : il s'agissait d'un vulgaire « test match ». Est-ce que la troïka était capable de faire plier ce bouc émissaire, oui ou non ? Est ce que la dictature de la finance l'emportait, oui ou non ? Est ce que l'Europe entière peut être menacée et soumise à ce régime ? Est ce que « les marchés » rapaces toujours insatisfaits, après réflexion, ne vont pas juger que cela est prématuré, coûte « trop cher », tire trop sur le FESF, et revenir à la charge ?**